

Quoi de neuf Outre-Rhin ?

Une sélection de
l'actualité allemande

Du 19 au 25 mars 2026

La CDU a remporté une victoire historique lors des récentes élections en Rhénanie-Palatinat. Son leader, Gordon Schnieder, a rapidement annoncé sa volonté de débiter les négociations pour former un gouvernement. Cependant, même si la CDU et le SPD partagent des objectifs similaires, parvenir à un accord pourrait s'avérer complexe. Le SPD, qui enregistre son pire score jamais obtenu lors de cette élection, est affaibli et a besoin de temps pour analyser ses résultats. Gordon Schnieder a exprimé son respect pour l'ex-ministre-président Alexander Schweitzer, tout en excluant toute collaboration avec l'AfD. Les deux partis s'accordent sur plusieurs enjeux importants, notamment l'éducation, l'économie et la santé. Ils souhaitent notamment améliorer les conditions dans les écoles, soutenir l'économie face à des défis tels que la hausse des coûts de l'énergie et répondre aux problèmes de santé dans les zones rurales. Toutefois, des divergences subsistent quant à la manière de mettre en œuvre ces réformes, notamment dans les domaines de l'éducation et de la politique énergétique. Malgré ces divergences, une coalition CDU-SPD disposerait d'une majorité confortable au Landtag. L'expert en politique Uwe Jun estime que la CDU pourrait tout de même rencontrer des difficultés pour mettre en œuvre ses promesses, en raison de l'influence importante du SPD dans les institutions régionales.

La grande coalition gouvernementale, composée de l'Union (CDU/CSU) et du SPD, s'est mise d'accord sur une réforme de la prévoyance retraite privée qui remplacera la Riester-Rente à partir de janvier 2027. Cette réforme vise à rendre l'épargne retraite plus attractive, notamment pour les personnes à faibles revenus et les travailleurs indépendants, qui étaient jusqu'ici exclus des avantages de la Riester-Rente. Actuellement, la Riester-Rente souffre de faibles rendements et de frais élevés, ce qui a incité de nombreux souscripteurs à y mettre fin. Le cœur de la réforme consiste à abandonner la garantie totale des cotisations. Les futurs épargnants pourront choisir entre un produit garantissant 100 % des cotisations et un autre garantissant 80 %, ce qui leur permettra d'investir plus efficacement sur les marchés financiers. Un « dépôt de prévoyance » sans garantie sera également proposé, offrant ainsi un potentiel de rendement plus élevé. L'État augmentera ses contributions, notamment pour les familles et les épargnants aux revenus modestes. Par exemple, pour chaque euro cotisé jusqu'à 360 €, l'État ajoutera 50 centimes, dans la limite d'un plafond annuel de 540 €. Bien que cette réforme coûte davantage à l'État, elle est perçue comme un progrès visant à rendre la prévoyance retraite plus accessible et rentable. Le projet sera soumis au Bundestag cette semaine et les nouveaux produits seront disponibles en 2027.

Le Conseil allemand de planification informatique (IT-Planungsrat) lance le *Deutschland-Stack*, une plateforme commune pour unifier le numérique public. L'objectif est de remplacer les solutions dispersées des administrations par un seul et même socle partagé, afin de garantir interopérabilité, réutilisation et efficacité des données. Le dispositif intègre des services essentiels (identité, données, paiement), cloud, IA et outils communs, avec une priorité à l'open source et aux solutions européennes. Le déploiement sera progressif jusqu'en 2028 pour enfin aboutir à des services publics entièrement numériques. Cette approche centralisée et structurée contraste avec le modèle français, plus souple et fondé sur des doctrines et des dispositifs de pilotage plus fragmentés.

Le gouvernement allemand prend ses distances avec le programme spatial européen Iris² en lançant, avec Rheinmetall, OHB et Airbus, un projet national de constellation de 100 satellites militaires. Derrière cette décision se joue un arbitrage stratégique : Berlin veut disposer rapidement d'une capacité souveraine, dédiée aux usages militaires, là où Iris² — plus ambitieux mais aussi plus lent et hybride (civil/militaire) — ne serait pleinement opérationnel qu'à l'horizon des années 2030. Cette décision inquiète des députés européens qui pointent un risque de fragmentation, de normes divergentes et de surcoûts, qui pourraient affaiblir la cohérence de la défense européenne. Si Airbus se dit prêt à répondre à l'appel d'offres de Berlin, le groupe a refusé de commenter les craintes de doublons.

À l'occasion du 75^e anniversaire de la refondation du ministère des Affaires étrangères (Auswärtiges Amt), les autorités allemandes ont insisté sur la nécessité de repenser en profondeur la politique étrangère face à un ordre international en recomposition. Le président fédéral Frank-Walter Steinmeier a profité de cet événement pour critiquer vivement la guerre lancée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, la jugeant évitable, inutile et contraire au droit international, tout en appelant à davantage de distance vis-à-vis des États-Unis. Dans ce contexte, le ministre des Affaires étrangères Johann Wadepuhl a surtout mis en avant un constat stratégique : la relation transatlantique entre l'Europe et les États-Unis est entrée dans une phase de transformation profonde. Sans rompre avec Washington, il appelle à renforcer la cohésion européenne pour s'adapter à ce nouvel équilibre, tout en rappelant le rôle historique des États-Unis dans la reconstruction et la sécurité de l'Allemagne.

Quinze ans après la fin du service militaire obligatoire, décidée en 2011 par le Bundestag pour adapter la Bundeswehr à un contexte de moindre menace et à des opérations extérieures, l'Allemagne revoit aujourd'hui son modèle de défense. Face au retour d'un risque militaire en Europe, lié notamment à la guerre en Ukraine, le ministère de la Défense, dirigé par Boris Pistorius, mise sur un service militaire volontaire pour porter les effectifs à 260.000 soldats. Mais cet objectif est jugé insuffisant par une partie des responsables militaires, qui estiment les besoins réels au-delà de 300.000, notamment pour respecter les engagements envers l'OTAN. Derrière ce débat chiffré se cache une question plus profonde : le volontariat peut-il suffire à garantir la capacité de défense du pays ? Beaucoup anticipent que non, et considèrent le dispositif actuel comme une étape intermédiaire avant un possible retour du service obligatoire.

PARLEMENT, PARTIS & PERSONNES



À la suite des mauvais résultats de la **FDP** lors des élections régionales en Rhénanie-Palatinat et en Bade-Wurtemberg, l'ensemble de la direction du parti, dirigée par **Christian Dürr**, a démissionné. Lors d'une conférence de presse, il a annoncé qu'il se représenterait pour le poste de président lors du congrès du parti, fin mai, soulignant que cette démission visait à légitimer un nouveau cap pour le parti après ces défaites. Le parti a échoué à franchir le seuil des 5 % dans les deux Länder, perdant ainsi sa place dans les parlements régionaux. Marie-Agnes Strack-Zimmermann, eurodéputée de la FDP, a critiqué la direction pour son manque de stratégie et l'absence de perspectives positives. Élu en mai 2025, Dürr avait succédé à Christian Lindner, qui s'était retiré après l'échec de la FDP aux élections fédérales. Certains observateurs estiment que Strack-Zimmermann pourrait se présenter pour diriger le parti.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

520 euros



Les coûts de logement pour les étudiants en Allemagne continuent d'augmenter, atteignant en moyenne **520 euros par mois**, soit une hausse de près de 4 % par rapport à l'année précédente. Les prix des loyers augmentent plus rapidement que l'inflation générale, avec des différences notables entre les régions. Les étudiants paient le plus cher à Munich, Berlin, Hambourg (environ 650 euros), tandis que dans des régions comme la Saxe-Anhalt et la Saxe, les loyers sont beaucoup plus bas (environ 358 à 372 euros). Le marché est particulièrement tendu dans les grandes villes, où les offres de chambres en colocation sont rapidement attribuées. L'Institut Moses Mendelssohn appelle à une augmentation du BAföG, la bourse d'études, dont la part dédiée aux frais de logement n'est plus suffisante pour couvrir les loyers dans de nombreuses villes. Les chercheurs soulignent également la nécessité d'une augmentation de l'offre de logements à prix abordables.